TL 1038

Une nation entière a été assassinée au Cambodge, une autre est en train d'être assassinée au Timor. François Mitterrand, 1981.

Nous mourons comme peuple et comme nation. Filipe X. Belo, Adm. Apostolique de Dili, février 1989.

Timor Est, ancienne colonie portugaise, a été envahie par l'Indonésie en 1975, et annexée par le même pays en 1976 au mépris du droit international. Cette annexion et les atrocités qui en ont suivi ont été condamnées par l'ONU à plusieurs reprises, comme par diverses instances telles que le Parlement Européen. L'armée indonésienne a massacré 200 000 à 250 000 personnes sur une population totale de 700 000; à ce jour, la guerre, la répression, la torture et les assassinats continuent dans l'ignorance ou l'indifférence générale. L'Indonésie contrôle militairement et économiquement le territoire, mais ne peut venir à bout ni de la résistance armée ni de l'opposition farouche de la population à son occupation.

En février, l'administrateur apostolique de Dili, Mgr Belo, a lancé un appel à plusieurs personnalités dont le Pape pour dénoncer les violations continuelles des droits de l'homme et des libertés fondamentales sur le territoire, et a appelé Javier Perez de Cuellar à faire tenir un référendum d'autodétermination à Timor. Ces appels ont donné naissance à des manifestations de solidarité de la part de diverses églises nationales et du Parlement Européen. Ils ont provoqué une réaction hostile de la part de l'Indonésie et ont été minimisés par la Nonciature à Jakarta.

La visite du Pape Jean Paul II s'inscrit dans ce contexte. Elle est particulièrement préoccupante puisqu'elle se fait dans le cadre d'une visite officielle en Indonésie, à l'initiative et sous la supervision des autorités indonésiennes (le séjour du Pape à Dili ne doit pas excéder 4 heures). Elle est assimilée par l'Indonésie à une reconnaissance de fait de son autorité sur Timor Est, malgré les affirmations opposées du Vatican. Cette visite s'effectue d'ailleurs en dépit des réserves du clergé local, opposé à l'occupation indonésienne. Elle a été précédée d'une vague d'arrestations "préventives" et d'une nouvelle opération militaire de grande envergure pour venir à bout de la résistance qui lutte, seule, contre l'envahisseur depuis presque 14 ans.

Pour soutenir cette lutte, ainsi que l'appel de Mgr Belo au Secrétaire Général de l'ONU, le collectif *Agir pour Timor* appelle à une **manifestation jeudi 12 octobre à 17h, sur le parvis des Droits de l'Homme au Trocadéro**, sur les mots d'ordre suivants:

Indonésiens hors de Timor
Autodétermination pour le Peuple timorais.

Contact: Agir pour Timor, c/o *Agir Ici*, 185 rue de Charonne 75011 Paris, tél 43 73 53 55.

TIMOR
ou le DROIT de VIVRE

14 ans d'occupation par l'Indonésie

250 000 morts

ÇA SUFFIT!

Lorsque le droit international est bafoué,

Lorsque tuer est une règle politique,

Lorsqu'un génocide pue l'indifférence internationale,

IL EST TEMPS QU'ON SE MOBILISE.

MANIFESTATION DE **SOUTIEN A LA CAUSE TIMORAISE** *JEUDI 12 OCTOBRE A 17H, SUR LE PARVIS DES DROITS DE L'HOMME DU TROCADERO.*

TIMOR VIVRA!